

Les subsides

Madame la Présidente, pourquoi le gouvernement du Canada voudrait-il que l'agriculture canadienne devienne semblable à l'agriculture américaine? Pourquoi voudrait-on être de pair avec leur système? A mon avis, nous ne devrions vouloir rien de la sorte; 1,5 million d'agriculteurs américains sont en faillite, madame la Présidente; est-ce un record enviable? Il me semble que les problèmes de l'agriculture canadienne sont suffisants, et ce que nous devrions faire, ce serait de travailler tous ensemble pour améliorer le sort des agriculteurs, et non essayer de rendre les agriculteurs canadiens semblables à ceux des États-Unis d'Amérique.

La ministre nous accuse de faire de la partisanerie. Je suis sûr, madame la Présidente, que vous qui connaissez beaucoup mieux, vous savez que je n'ai pas l'habitude d'être partisan dans cette Chambre, loin de ça est mon intention aujourd'hui et les prochains jours aussi, bien entendu. Mais, madame la Présidente, je dois vous dire que c'est là un dossier où je pense que tous les Canadiens ont le droit d'être partisans et, bien sûr, tous les députés ont le droit d'exprimer les désirs et les aspirations de ceux qu'ils ou qu'elles représentent. Cette entente de libre-échange, on nous le dit, est la plus grande entente commerciale jamais signée dans l'histoire de l'univers. Donc, c'est un dossier majeur, c'est un dossier important, un dossier dans lequel la députation entière devrait participer dans les débats.

Madame la Présidente, en 1983, un certain monsieur aurait dit, et je le cite: «Dormir avec un éléphant, c'est bien excitant jusqu'au moment où l'éléphant bouge un peu; et s'il se retourne, vous êtes un homme mort!» Et cette même personne ajoutait: «C'est pourquoi le libre-échange avait été décidé lors d'une élection en 1911. Cela affecte la souveraineté canadienne et nous n'en aurons plus, pas même en campagne à la chefferie ou encore en d'autres circonstances».

Savez-vous qui avait dit cela, madame la Présidente? Bien, si vous ne l'avez pas deviné, c'était le premier ministre actuel lorsqu'il était en campagne pour la chefferie du parti progressiste conservateur du Canada. Difficile à croire pour ce premier ministre qui nous dit presque toujours la vérité, qu'il aurait pu faire une telle déclaration et ensuite changer d'idée, renier sa parole. Bien que ce soit difficile à croire, c'est vrai que c'est le premier ministre actuel qui a fait cette déclaration et qui, ensuite, a changé d'idée en chantant avec le Président des États-Unis le 17 mars 1985 lorsque ce premier ministre chantait *When Irish Eyes Are Smiling*, chant qui a causé des défauts irréparables à mon téléviseur. Cela ne s'est jamais amélioré depuis.

En tout cas, on doit vous dire, madame la Présidente, et je regarde le député conservateur d'en face et je vais continuer mon intervention un peu plus lentement pour qu'il puisse comprendre lui aussi. Je vais vous parler de ce que plusieurs Canadiens et Canadiennes ont dit de cette Entente de libre-échange.

J'ai en main un bref qui a été soumis à tous les députés en octobre 1986 par la Fédération canadienne des producteurs de lait. Dans ce bref, et j'en tire un extrait, la Fédération disait ce qui suit: «La Fédération désire réitérer par la présente déclaration sa ferme conviction que tout démantèlement ou bouleversement de l'ensemble des politiques et programmes actuels, y compris le programme de gestion des approvisionnements de lait, ne serait aucunement acceptable.» Or, madame la Présidente, qu'est-il arrivé? Comme on le sait, le système de gestion

des approvisionnements a trois composantes principales: premièrement, les contingentements, les quotas de production; deuxièmement, des restrictions quantitatives quant à l'importation et, troisièmement, des barrières tarifaires. Alors ce sont les trois piliers de ce système des approvisionnements.

Comme tous les agriculteurs qui nous écoutent aujourd'hui et nous entendent et nous voient le sauront, lorsqu'on a une chaise à trois pattes sur laquelle on s'assoit pour faire la traite des vaches, si on enlève une des trois pattes, on risque de tomber. Et en fait c'est une de ces trois pattes-là qui a été partiellement démantelée dans cette Entente de libre-échange. Je parle naturellement des barrières tarifaires qui ont été éliminées. Dans la gestion des approvisionnements du lait, par exemple, il y avait des tarifs sur le yogourt ainsi que sur l'importation au Canada de crème glacée. Et s'il y en a qui pensent que la production de crème glacée n'est pas considérable, il y a 4,6 millions d'hectolitres de lait employés annuellement dans la fabrication de la crème glacée et un peu moins qu'un demi-million d'hectolitres employés dans la fabrication du yogourt. Donc c'est une quantité considérable de lait industriel qui est employée dans cette fabrication-là. Alors un démantèlement des barrières tarifaires va créer un certain dommage à approximativement 5 p. 100 de l'industrie laitière canadienne.

Il est vrai qu'on n'a pas éliminé les quotas de production. Il est vrai qu'on n'a pas éliminé non plus les quotas d'importation. Mais il n'est pas vrai de dire que la production laitière s'en est tirée indemne. Cela est faux parce qu'il y a eu un dommage qui a été causé par cette initiative du gouvernement conservateur.

• (1710)

[Traduction]

D'autres secteurs agricoles ont été touchés, et cela, dans une bien plus grande mesure. Par exemple, non seulement a-t-on supprimé les barrières tarifaires dans le secteur de la volaille ainsi que dans celui de la gestion des approvisionnements de lait, mais les importations en provenance des États-Unis vont passer de 31 millions à 37 millions de kilogrammes. Autrement dit, nous avons accordé aux Américains le droit d'accroître de 20 p. 100 leurs exportations chez nous.

M. Caldwell: Ce n'est pas vrai.

M. Boudria: Le député d'en face dit que ce n'est pas vrai. C'est vrai. Ce renseignement a été fourni à des députés, dont moi-même, par M. Mike Gifford, qui nous a informés au nom du ministre de l'Agriculture (M. Wise).

M. Caldwell: Dites ce qu'il a dit, alors.

M. Boudria: Le député d'en face peut dire que les Américains ont fait la moyenne de leurs exportations chez nous au cours des cinq dernières années, lorsque nos approvisionnements étaient provisoirement insuffisants, et ont haussé d'autant le niveau de leurs exportations. Il n'y a peut-être aucun problème en théorie, mais il faut se rappeler que la gestion de l'offre dans le secteur du poulet est faite de telle façon qu'il y aura toujours des pénuries et qu'ainsi, les pénuries futures viendront s'ajouter à ces 6 millions de kilogrammes que nous laissons déjà les Américains écouler sur notre marché, sans rien en contrepartie.